

Nice, le 5 avril 2004

**Installations classées pour la protection
de l'environnement**

**SONITHERM
Usine d'incinération d'ordures ménagères
de Nice l'Ariane**

<p>RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE</p>

OBJET : Projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à imposer à l'usine d'incinération de Nice L'Ariane exploitée par la SONITHERM, en application de l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement

L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 (paru au journal officiel du 1^{er} décembre 2002) relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations d'incinération de déchets d'activités de soins à risques infectieux, concerne dès à présent les installations de la SONITHERM à Nice. Cet arrêté ministériel est le résultat de la transposition de la directive 2000/76/CE.

Cet arrêté est applicable à toutes les installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux (U.I.O.M.) à compter du 28 décembre 2005 et viendra se substituer aux arrêtés du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains.

Pour les installations existantes et destinées à fonctionner au-delà du 28 décembre 2005, il avait été demandé d'imposer par voie de prescriptions complémentaires au titre de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, la remise, au plus tard le 28 juin 2003, d'une étude de mise en conformité des installations (pouvant valoir bilan décennal au sens de l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 si cette étude comportait la mise à jour des éléments cités aux articles 2 et 3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977).

Selon les recommandations de la circulaire n° 295 du 9 Octobre 2002 du Ministère de l'écologie et du développement durable, cette étude imposée à la SONITHERM par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire pris en date du 15 mai 2003, a été remise au Préfet des Alpes Maritimes dans les délais.

L'étude de mise en conformité comporte la liste des travaux à réaliser, les mesures compensatoires, les coûts correspondants et l'échéancier de réalisation.

Après examen par l'inspection des installations classées, les précisions et correctifs qui ont été apportés ultérieurement par l'exploitant, permettent de considérer qu'on dispose des éléments technico-économiques suffisants requis par l'article 34 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

La circulaire n° 2185 du 10 novembre 2003 a rappelé la nécessaire vigilance pour la réalisation des actions effectives de mise en conformité, au plus tard pour le **28 décembre 2005**.

Cette circulaire préconise également de demander aux exploitants de prévoir les solutions de substitution au traitement des déchets (plan de traitement alternatif) dans le cas où l'usine ne pourrait être en totale conformité à l'échéance du 28 décembre 2005. Le cas échéant, l'installation devra être mise à l'arrêt à partir de cette date, jusqu'à l'achèvement complet de l'ensemble des travaux de mise en conformité.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, en application l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, visant à transcrire les recommandations de la circulaire n° 2185 du 10 Novembre 2003 précitée, est joint au présent rapport.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines
Inspecteur des Installations Classées

Alain THALMAN

Vu, adopté et transmis
Pour le directeur et par ordre
Le chef de la division environnement,
risques et sous-sol de la DRIRE PACA